

Entrevue exclusive avec Ignacio Ramonet

Construire un monde sans

**Luc Allaire et
Gabriel Danis**
Conseillers

La présence d'Ignacio Ramonet, directeur du *Monde diplomatique*, a suscité un engouement sans précédent pour les Journées québécoises de la solidarité internationale, qui se sont tenues l'automne dernier sous le thème *Un monde sans pauvreté : Agissons !*

Invité par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), M. Ramonet a présenté deux conférences, à Montréal et à Québec, qui ont fait salle comble. En marge de ces conférences, il a accordé une entrevue exclusive à *Nouvelles CSQ*, au cours de laquelle il a souligné l'importance de la campagne internationale pour l'éradication de la pauvreté.

Cette campagne se fonde sur les grands objectifs du millénaire pour le développement fixés par la communauté internationale en 2000. Ceux-ci comportaient un engagement de réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de la population mondiale dont le revenu est inférieur à un dollar par jour. Où en sommes-nous aujourd'hui ?

« Au rythme actuel, on n'atteindra pas les objectifs du millénaire en 2015, mais en 2040, répond Ignacio Ramonet. Par conséquent, il est clair qu'il faut que les choses s'accélèrent. De nombreuses organisations se sont d'ailleurs mobilisées en 2005, à l'occasion de l'année de l'Action mondiale contre la pauvreté. Lors de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre, des initiatives nouvelles ont été annoncées, dont une taxe internationale sur les billets d'avion, qui a été présentée par le président Lula da Silva du Brésil, avec le soutien des présidents du Chili, de la France et de l'Espagne et qui est aujourd'hui appuyée par 110 pays. Si elle était imposée à l'échelle interna-

tionale, une telle taxe permettrait de générer un fonds pour le développement très important et nous donnerait des moyens pour éradiquer la pauvreté dans le monde. »

D'autres moyens sont mis de l'avant, comme l'amélioration substantielle de l'aide internationale, l'annulation de la dette des pays pauvres et l'établissement de règles commerciales justes et équitables.

Selon Ignacio Ramonet, l'annulation de la dette représente le premier moyen que l'on devrait appliquer. « Ce n'est pas normal que les pays les plus pauvres du monde envoient vers le Nord, en paiement d'intérêts, plus d'argent qu'ils n'en reçoivent en vertu de l'aide internationale. C'est un vrai scandale ! On fait payer les pauvres et, en plus, on prétend qu'on les aide. En effet, lorsqu'on analyse les flux financiers, on voit que ceux du Sud vers le Nord sont plus importants que ceux du Nord vers le Sud. »

Par ailleurs, le directeur du *Monde diplomatique* pense que le mouvement syndical international a un rôle important à jouer. « Le mouvement syndical est très sensible à ce phénomène puisqu'il voit bien qu'il y a une relation entre la situation de sous-développement dans laquelle se trouvent de nombreux pays et les mouvements de population, c'est-à-dire l'émigration clandestine. Les conséquences sont importantes dans les pays pauvres et dans les pays d'accueil car, si l'on n'intervient pas, on se dirige vers des situations dangereuses en termes d'explosion sociale et politique. »

Les émeutes qui ont enflammé la France, l'automne dernier, en sont un exemple malheureux. « Ces émeutes sont l'illustration du monde sans travail, affirme M. Ramonet, c'est-à-dire un univers où il n'y a pas de perspectives à offrir à des jeunes qui, du coup,



NORMAND BLOUIN

ne comprennent pas pourquoi ils doivent se former. Alors que leurs parents, qui étaient analphabètes, ont pu s'en sortir parce qu'il y avait du travail, eux savent qu'ils ne le pourront pas, même avec un diplôme. C'est pourquoi certains brûlent les écoles. C'est le désespoir. »

Ce qui s'est passé en France fait réfléchir... tout comme ce qui s'est passé après l'ouragan Katrina aux États-Unis. « C'était caricatural, affirme Ignacio Ramonet. Le pays le plus riche du monde, qui fait la guerre en Irak, mais qui est incapable d'aider les personnes menacées par un ouragan à quitter une ville. On voit là les contradictions de la société libérale et on comprend que, dans certaines sociétés, des gens n'acceptent pas d'être laissés pour compte et se révoltent. »

L'entrevue avec Ignacio Ramonet s'est néanmoins terminée sur un exemple positif, celui du Venezuela. « On voit, en Amérique latine, une demande très forte pour plus d'État et plus de services publics. La population n'accepte plus que l'analphabétisme et le chô-

pauvreté



Selon Ignacio Ramonet, l'annulation de la dette des pays pauvres représente le premier moyen qu'on devrait appliquer.

mage soient endémiques. Elle n'accepte plus de vivre sans soins médicaux. Or, le gouvernement qui répond à cette demande de la manière la plus cohérente est sans doute le Venezuela.

« Chaque jour, le président Chavez et son gouvernement sont plus populaires, parce qu'ils réalisent leur programme en particulier auprès des bidonvilles, où les gens sont marginalisés. Ce que même Lula n'a pas pu réussir, en raison du fait qu'il a considéré qu'il fallait d'abord s'en tenir aux consignes du Fonds monétaire international (FMI) avant de tenir les promesses faites à ses électeurs. Donc, il n'a pas donné la terre aux paysans, il n'a pas éradiqué la faim, il n'a pas supprimé l'analphabétisme, alors que le Venezuela était déclaré par l'UNESCO, le 31 octobre dernier, premier pays de l'Amérique continentale libre d'analphabétisme... information que les médias n'ont pas transmise. C'est une énorme conquête sociale. Une fois qu'on sait lire et écrire, on peut aller plus loin. »

Un enfant qui meurt de faim est un enfant assassiné

Hélène Le Brun

Toute personne a le droit d'avoir un accès régulier, permanent et libre à une nourriture satisfaisante. Ce droit à l'alimentation, reconnu par l'Organisation des Nations unies (ONU), est bafoué pour des millions d'humains dans le monde. La situation actuelle révèle qu'il y a 100 000 personnes qui meurent de faim chaque jour, un enfant de moins de dix ans chaque seconde. De plus, 865 millions d'êtres humains sont gravement invalidés parce que sous-alimentés.

Celui qui révèle ces statistiques, c'est Jean Ziegler, rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU pour le droit à l'alimentation. Pour cet essayiste, auteur du récent ouvrage *L'empire de la honte*, la faim est devenue une arme de destruction massive.

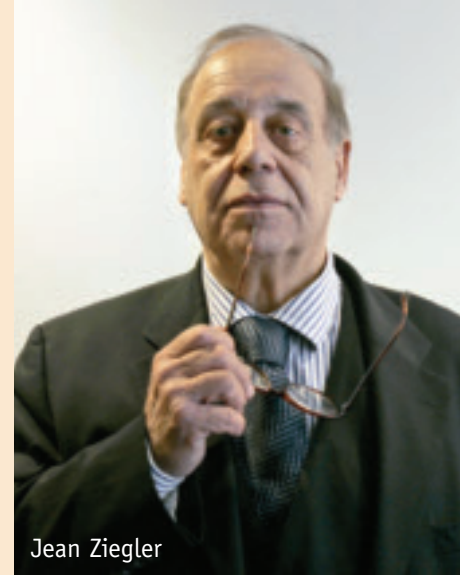
« Sur une planète qui déborde de richesse, l'agriculture actuelle pourrait nourrir douze milliards d'êtres humains, soit le double de la population mondiale, constate Ziegler. Il n'y a donc aucune fatalité, aucun manque objectif sur cette terre aujourd'hui pour justifier cette destruction. Dans ce contexte, on peut donc affirmer qu'un enfant qui meurt de faim est un enfant qui a été assassiné par cet ordre du monde qui tue sans nécessité. »

Jean Ziegler distingue deux ordres de famine : des famines conjoncturelles qui ont lieu à la suite d'un effondrement brusque de l'économie nationale après une guerre ou après une catastrophe naturelle et les famines structurelles qui découlent des politiques néolibérales. Ces dernières, que dénonce avec véhémence Ziegler, affectent 10 % de la population globale.

« La faim structurelle en est une invisible qui tue davantage et à long terme, car elle devient implicitement ancrée dans les structures sous-développées d'un pays. Elle ravage une très grande partie de l'hémisphère Sud où les deux tiers des personnes vivent dans un pays qu'on appelait autrefois le tiers-monde », décrit Ziegler.

Selon lui, les causes de ces famines structurelles sont complexes. Dans certains cas, elles seraient facilement résolues par de simples travaux d'irrigation des terres. Pour plusieurs pays, la dette extérieure est tellement élevée qu'elle agit littéralement comme un garrot qui étouffe toute possibilité d'investissement dans les infrastructures. C'est le Fonds mondial sur les investissements (FMI) qui tient bien serré le garrot et c'est la Bourse des matières premières de Chicago qui fixe des prix inatteignables pour la nourriture.

« Les grandes sociétés transcontinentales, en contrôlant 52 % de tous les produits intérieurs bruts, sont en train de rationaliser le monde », dénonce Jean Ziegler. « Aucun roi, aussi totalitaire fût-il, n'a eu un tel pouvoir dans l'histoire. Ce sont les forces d'utopie, centrées sur la solidarité et les valeurs fondatrices, et les forces de honte, surgies du sentiment que sa dignité est détruite par l'impossibilité de nourrir sa famille, qui canaliseront le potentiel révolutionnaire pour renverser cet ordre-là qui les tue », affirme le rapporteur de l'ONU.



Jean Ziegler

NORMAND BLOUIN